



Créé par des militants de la CGT et de la FSU



« Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. » « La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat ! » **H. Krasucki**

Le FSC est affilié à la FSM et participe au secrétariat de l'UIS pensionnés et retraités

La lutte ou la misère !

- **Le 15 mai**, les enseignants mais aussi de nombreux secteurs de la Fonction Publique sont en grève et en manifestation contre la casse des salaires, des statuts et au-delà de la fonction publique et des services publics à la française issus de la Résistance et du CNR.

- **Le 22 mai** les cheminots manifestent contre la casse de la SNCF et de leurs statuts dans le cadre du 4^{ème} paquet ferroviaire européen qui impose "l'ouverture à la concurrence" du transport des personnes (pour le fret, c'est déjà fait...)

- **Le 3 juin**, ce sera au tour des retraités de défiler nationalement pour protester contre la situation de millions de retraités pauvres, contre la dégradation annoncée pour tous "sur le dos des salariés, des retraités, sur les restrictions des services publics, les réductions des droits à la santé... Alors que, dans le même temps, le Patronat continue à bénéficier des largesses de la part du Gouvernement !" (UCR CGT)

Toutes ces revendications sont parfaitement légitimes. La question décisive est de savoir comment les faire gagner alors que depuis des années les reculs succèdent aux reculs.

« Tous ensemble » mais sur les bonnes bases

Le mécontentement des classes populaires se généralise dans le pays et ailleurs (voire les manifestations monstres en Espagne contre l'austérité et la Troïka (BCE, Commission européenne, FMI). D'innombrables salariés luttent dans leurs entreprises, des millions de travailleurs souffrent et se demandent avec de plus en plus d'angoisse de quoi demain sera fait.

Et si l'on en croit les médias aux ordres, demain sera effectivement plus dur qu'aujourd'hui : crise, dette, compétitivité,... les experts grassement

payés viennent expliquer à longueur de "débat" où tout le monde est d'accord que le petit peuple doit se serrer la ceinture, se soigner moins, partir moins en vacances, travailler plus, être davantage précarisé, rogner les dépenses de loisirs, d'alimentation ou de chauffage, accepter des boulots précaires, se résigner à un sous-SMIC, à la disparition de la Sécu et des services publics...

Mais cela fait 40 ans que cela dure. 40 ans depuis l'éclatement de la crise générale de 1973, 40 de crise sans fin et de remise en cause des conquêtes sociales, 40 ans que les régressions entraînent d'autres afin de financer toujours plus le profit privé et les dividendes des grands groupes capitalistes (encore 80 milliards de bénéfices déclarés pour les groupes du CAC 40 en 2013...). Aujourd'hui, le gouvernement Hollande annonce, dans le cadre du "pacte de stabilité" européen, 30 milliards de baisse de cotisations et d'impôts pour les patrons, 50 milliards de coupes dans les dépenses publiques et sociales, un gel des prestations sociales et des retraites, le gel du point de la fonction publique jusqu'en 2017, la remise en cause de la Sécu.

Hollande qui annonçait pour se faire élire que la finance était son ennemie est bien dans les pas de Sarkozy : depuis 2012, 100 milliards de cadeaux supplémentaires aux patrons sans compter l'ANI, la contre-réforme des retraites, la soumission totale à Merkel et aux injonctions de l'UE, la participation active aux guerres impérialistes....

En réalité, au niveau national comme européen, vraie droite et fausse gauche alternent au gouvernement pour appliquer la politique unique du capital de casse des tous les acquis sociaux et démocratiques, avec en renfort et en solution de repli l'extrême-droite qui maquille sous un discours social son soutien de toujours aux

intérêts capitalistes. Les forces du capital programment la mise à sac des derniers acquis populaires, réalisant le vieux rêve du Medef et du capital européen : "*en finir avec les acquis du CNR*" et "l'exception sociale française".

Dans cette situation, soit le mouvement populaire parvient à mener des luttes victorieuses soit la misère va se généraliser.

Construire le rapport de force à partir de la lutte de classe

- Cela implique d'abord de combattre les mensonges et les diversions de tous ceux qui collaborent ou accompagnent les régressions, à commencer par les états-majors jaunissants de la CFDT et de la Confédération européenne des Syndicats :

OUI une guerre de classe est en cours,

NON le capitalisme (pas plus que l'UE) ne peut être social,

OUI les travailleurs doivent résister pied à pied et en même temps lutter pour un changement de société,

NON aucune amélioration ne sera obtenue sans lutte consciente et déterminée.

- Cela passe aussi par la mise en avant de la nécessité pour le peuple d'unir et d'utiliser ses forces. Pour gagner, il faudra initier une situation de "*blocage*" mettant la classe dominante sur la défensive par un mouvement de masse, des grèves et des manifestations nationales.

Organisons le débat à la base sur ces questions vitales, rappelons les principes gagnants du mouvement ouvrier, qui permirent d'arracher les nombreux acquis de 1936, 1945 ou 1968 sous l'impulsion de la CGT de classe et de masse. Mettons en discussion dans nos organisations et avec les travailleurs la perspective et l'urgence d'un mouvement d'ensemble visant dans un premier temps à contraindre le gouvernement à renoncer à ses contre-réformes !

Pour adhérer au Front syndical de Classe :

- Adhésion individuelle : 30 euros par an (10 pour les bas revenus) Chèque (à l'ordre de "Front Syndical de Classe") à envoyer au trésorier : **Jacky OMER/FSC 11 rue de Tivoli 13005 MARSEILLE**
- Adhésion de syndicats et d'organisations de base : contacter le trésorier ou nous écrire à [**frontsyndical.classe@laposte.net**](mailto:frontsyndical.classe@laposte.net)